



**Programme conjoint  
Madagascar / Système des Nations Unies  
pour la promotion de l'éducation de base  
pour tous les enfants malgaches**

*Résumé  
du rapport de  
l'évaluation  
à mi-parcours*



Mars 2005

## Table de Matières :

1. Introduction au Programme Conjoint.....	4
2. Le contexte de développement.....	7
3. Portée de l'évaluation.....	9
4. Résultats de l'évaluation – Alphabétisation fonctionnelle intensive pour le développement AFI-D.....	11
5. Résultats de l'évaluation – La réinsertion des jeunes déscolarisés ou non scolarisés.....	16
A. L'Action scolaire d'appoint pour Malgaches adolescents ASAMA.....	16
B. Ambohitsoratra – « La Planète des Alphas ».....	19
6. Résultats de l'évaluation –Maîtrise des métiers de base.....	22
A. Formation Technique et Professionnelle de Base FTPB.....	22
B. Formation des jeunes déscolarisés en milieu urbain DESCOL.....	28
7. Résultats des activités d'animation et de sensibilisation.....	31
8. Recommandations dans l'exécution des produits.....	33
9. Enseignements tirés.....	34

## Liste des tableaux :

1. Actions de l'éducation de base du Programme.....	6
2. Actions d'animation et de sensibilisation du Programme.....	6
3. Actions de renforcement des capacités institutionnelles du Programme.....	7
4. AFI-D Pourcentage d'apprenants ayant obtenu le niveau minimal par province.....	13
5. AFI-D Niveaux de compétence acquis par province.....	14
6. Taux de réussite des classes ASAMA et des CISCO respectives au CEPE 2004.....	18
7. ASAMA Estimation du coût de réalisation.....	19
8. Taux d'inscription des apprenants Ambohitsoratra en EPP et en ASAMA.....	20
9. FTPB L'objectif des formations et les notions de base évaluées, par métier.....	24
10. FTPB Taux de maîtrise du métier selon le métier appris.....	25
11. FTPB Maîtrise du métier selon genre.....	26
12. DESCOL L'objectif des formations et les notions de base évaluées.....	29
13. DESCOL Maîtrise du métier selon métier appris.....	30
14. DESCOL Insertion des formés selon les métiers choisis.....	30

## **Sigles et abréviations :**

**AFI-D** - Alphabétisation fonctionnelle intensive pour le développement  
**AI** - Alphabétisation initiale  
**ASAMA** - Action scolaire d'appoint pour Malgaches adolescents  
**BIT** - Bureau international du travail  
**CISCO** - Circonscription scolaire  
**CEPE** - Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires  
**CNCE** – Cellule nationale de coordination et de l'exécution du Programme  
**CPCE** - Cellules provinciales de coordination et d'exécution du Programme  
**CPP** – Cellule provinciale de pilotage  
**CRS** – Catholic Relief Services  
**DAP** - Document d'Appui au Programme  
**DÉSCOL** – Formation de jeunes déscolarisés en milieu urbain  
**DIJE** - Développement Intégral du Jeune Enfant  
**DIRJS** - Direction interrégionale de la Jeunesse et des Sports  
**DSRP** - Document de Stratégie pour la Réduction de Pauvreté  
**EPP** - Ecole Primaire Publique  
**EPT** - l'Education Pour Tous  
**EVF** - l'Éducation à la Vie Familiale  
**FCB** - Formation complémentaire de base  
**FNUAP** - Fonds des Nations Unies pour la population  
**FTMS** - Projet d'une association paysanne  
**FTPB** - Formation technique et professionnelle de base  
**IEC** - Information, éducation et communication  
**IST/SIDA** - Infections sexuellement transmissibles/ Syndrome d'immuno déficience acquise  
**ITH** - association « Izahay mivondrona te handroso »  
**NAC** - Nutrition à Assise Communautaire  
**OMD** - Objectifs de Développement du Millénaire  
**OMS** - Organisation mondiale de la santé  
**ONG** - Organisation non gouvernementale  
**PAM** - Programme alimentaire mondial  
**PNUD** - Programme des Nations Unies pour le développement  
**SEECALINE** - Surveillance et éducation des écoles et des communautés en matière d'alimentation et de nutrition élargie  
**SIG/EPT** - Système d'information aux fins de gestion de l'éducation pour tous  
**UNDAF** - Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement  
**UNESCO** - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
**UNICEF** - Fonds des Nations Unies pour l'enfance

## **1. Introduction au Programme Conjoint**

L'évaluation dont les résultats sont présentés dans ce résumé porte sur le « **Programme pour la promotion de l'éducation de base pour tous les enfants malgaches** », dont le Document d'Appui au Programme (DAP) a été signé en octobre 2001 par le Gouvernement malgache et sept partenaires du Système des Nations Unies (PNUD, BIT, FNUAP, OMS, PAM, UNESCO et UNICEF).

Il s'agit, effectivement, d'un Programme conjoint se donnant pour but de conjuguer les efforts du Gouvernement et des diverses agences concernées du Système des Nations Unies pour développer une action d'envergure en faveur de l'éducation pour tous (EPT) et les Objectifs de développement du Millénaire adoptés par l'ONU (OMD), dans le cadre du Document de Stratégie pour la Réduction de Pauvreté (DSRP) et le Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF).

L'objectif fondamental du Programme (phase 1: 2001-2005, phase 2 : 2005-2009) pour la promotion de l'éducation de base pour tous les enfants malgaches que le Gouvernement malgache met en œuvre à Madagascar est la satisfaction des besoins éducatifs fondamentaux des enfants de toutes origines et catégories sociales, avec comme but ultime la contribution aux efforts nationaux de revalorisation des ressources humaines en vue de favoriser l'assise des bases d'un développement véritable et durable dans le pays.

Ce programme est à la fois :

Le reflet d'un Contexte :

- A Madagascar : évolution politique et démocratique, situation sociodémographique contraignante, environnement économique difficile
- Sur le plan extérieur : la mondialisation (avec ses avantages et ses inconvénients) et le sentiment d'une marginalisation progressive de l'Afrique

La manifestation d'une Volonté : Celle du Gouvernement malgache et de la Communauté internationale, de faire reculer le fléau de l'analphabétisme et d'assurer une éducation de base de qualité pour tous.

Le choix d'une nouvelle Approche : De nature consensuelle, dynamique et interactive, basée sur la consultation, la participation des différents partenaires et bénéficiaires à tous les niveaux et stades du Programme. Il a été adopté pour ce Programme, une approche dite de « programme glissant » (révisable en fonction du contexte et des conditions de sa réalisation ou exécution)

Finalités et objectifs du Programme :

**Finalités du Programme:** S'adresser à la question de la qualité et de la pertinence de l'éducation. Le but du programme est de contribuer à la consolidation des bases d'un développement humain durable à Madagascar

**Objectif général:** L'extension de l'accès et à l'amélioration de l'accessibilité de l'éducation de base pour tous, l'amélioration des contextes et conditions de réussite de l'apprentissage pour les différentes catégories de personnes ou groupes concernés

**Objectifs de développement :** Amélioration des conditions socio-économiques des populations à travers la mise en place d'un cadre dynamique favorable au développement d'un système d'éducation permanente et intégrée. Il s'agira de :

- (i) démocratiser l'éducation de base,
- (ii) compléter le système formel d'éducation en remédiant à ses imperfections et en esquissant les solutions pertinentes à la problématique posée aujourd'hui par l'équation du triptyque *jeunesse- éducation- emploi*,
- (iii) donner aux filles et garçons non scolarisés et/ou déscolarisés précoces, une formation intellectuelle (maîtrise des outils fondamentaux de l'apprentissage) et pratique et professionnelle dans les divers domaines de l'activité socio-économique et culturelle,
- (iv) donner des connaissances et développer des aptitudes permettant aux groupes- cibles notamment aux jeunes non scolarisés, aux adultes analphabètes et à des chômeurs, d'être productifs, innovateurs et performants en matière d'entrepreneuriat et d'amélioration de l'environnement,
- (v) renforcer les liens et l'articulation entre éducation scolaire et extra- scolaire afin de créer les conditions d'un véritable système éducatif intégré, favorisant la mise en place de l'éducation permanente et de l'apprentissage tout au long de la vie,
- (vi) développer et améliorer le niveau scientifique, technique et technologique de base des enfants, jeunes et adultes (notamment les femmes et en milieu rural), et ce, en relation intime avec les préoccupations et l'environnement des populations

**Objectifs immédiats :** A l'issue de sa réalisation, le Programme devrait avoir apporté les changements suivants à la situation de l'éducation de base pour les groupes cibles concernés dans le pays

- ***Au plan de l'expansion :*** Avoir amélioré l'accès et l'accessibilité physique de l'éducation de base en particulier pour les filles et les femmes
- ***Au plan de la qualité/ la pertinence :*** Avoir renforcé la qualité et la pertinence de l'éducation de base pour tous à travers des approches alternatives relatives à tous les champs éducatifs (formel, non formel et informel), avoir contribué à améliorer les conditions et l'environnement de l'enseignement/ apprentissage
- ***Au plan de l'appui institutionnel :*** Avoir consolidé pour plus d'opérationnalité et d'efficacité, la gestion de l'éducation

### **Produits, Activités, Indicateurs et/ou Moyens de vérification**

Sept facteurs seront pris en considération: a) approche participative; b) les filles et les femmes comme groupe prioritaire; c) formules d'éducation de base innovantes; d) motivation des enseignants et animateurs/formateurs; e) échanges d'expériences positives ; f) liaison avec le monde du travail ; g) durabilité, duplication et appropriation. Les produits et les indicateurs et moyens de vérification sont précisés et détaillés dans les documents additifs spécifiques aux instruments de gestion et de pilotage du programme en cours d'élaboration.

**Groupes cibles :** Ceux qui sont peu ou prou atteints par le système éducatif classique actuel et dont les besoins éducatifs et de formation ne sont pas ou sont insuffisamment satisfaits :

- **Groupes prioritaires** : (i) les enfants d'âge préscolaire, (ii) les enfants d'âge scolaire, non scolarisé et/ou déscolarisés précoces, (iii) les femmes et les filles, (iv) les jeunes et les adultes analphabètes, non qualifiés, chômeurs, (v) les groupes défavorisés (enfants et jeunes en situation difficiles, enfants de la rue, handicapés, personnes vivant en zones de grande pauvreté, etc.), (vi) les groupes minoritaires
- **Autres cibles** : personnel éducatif, institutions et structures d'éducation et de formation les mécanismes, procédures, méthodes, procédés

### Actions du Programme Conjoint :

Tableau 1 : Actions de l'éducation de base du Programme:

Titre/ Acronyme	Nature des actions	Agences partenaires
<b>AFI-D</b>	<b>Alphabétisation fonctionnelle intensive pour le développement</b> Une méthodologie d'alphabétisation adaptée à la vie quotidienne et aux besoins des bénéficiaires (adultes, adolescents) comprenant : 1 mois de pré- alphabétisation – activité de sensibilisation du village ciblé ; 48 jours d'alphabétisation initiale – initiation à la lecture, à l'écriture et au calcul ; et 36 jours de formation complémentaire de base – consolidation des compétences à travers les centres d'intérêt des apprenants. Cet apprentissage est suivi d'un appui aux communautés pour mettre en place des partenariats locaux et l'identification des réalisations de projets communautaires.	PNUD/ UNESCO PAM
<b>Ambohitsoratra</b>	« <b>La Planète des Alphas</b> » Une Méthode d'apprentissage de la lecture en malagasy pour les non scolarisés en un mois et demi. C'est à travers un conte que se fait l'apprentissage de l'alphabet.	PNUD/ UNESCO
<b>ASAMA</b>	<b>Action scolaire d'appoint pour Malgaches adolescents</b> Une formation accélérée pour les enfants déscolarisés ou non scolarisés qui condense en 10 mois l'ensemble du contenu du programme de l'enseignement primaire et qui permet aux bénéficiaires de se présenter à l'examen de fin d'étude primaire.	PNUD/ UNESCO
<b>FTPB</b>	<b>Formation technique et professionnelle de base</b> Une Formation Technique et Professionnelle de Base qui permet aux néo- alphabets d'achever une maîtrise minimale d'un métier pour développer des activités génératrices de revenu. Cette formation peut durer entre 8 jours et 2 mois selon le métier.	PNUD/ UNESCO
<b>DÉSCOL</b>	<b>Formation de jeunes déscolarisés en milieu urbain</b> Une formation de 7 mois pour les jeunes déscolarisés en milieu urbain à un métier donné qui leur permet soit de s'installer à titre d'entrepreneurs individuels, soit de trouver un emploi dans le même secteur d'activité.	UNICEF

Tableau 2 : Actions d'animation et de sensibilisation du Programme:

<b>DIJE</b>	<b>Animations d'éveil dans le Développement intégral du jeune enfant</b>	UNICEF
<b>NAC</b>	<b>Formation des groupements de femmes en Nutrition à assise communautaire</b>	UNICEF
<b>IST/SIDA</b>	<b>Sensibilisation des jeunes non scolarisés et des groupes à risque au sujet des IST/SIDA</b>	UNICEF
<b>EVF</b>	<b>Animation des communautés à l'Éducation à la vie familiale</b>	FNUAP

Tableau 3 : Actions de renforcement des capacités institutionnelles du Programme :

Nature des actions	Agences partenaires
Élaboration et adoption de politiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Politique en matière d'éducation pour l'intégration socioéconomique des groupes en situation difficile ;</li> <li>- Politique de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes ;</li> <li>- Politique intégrée de formation des formateurs ;</li> <li>- Politique pour la petite enfance, l'éducation préscolaire et la famille ;</li> <li>- Politique pour la promotion de la femme.</li> </ul>	PNUD/UNESCO PNUD/UNESCO PNUD/UNESCO UNICEF FNUAP
Développement d'un système d'information aux fins de gestion de l'éducation pour tous (SIG/EPT).	PNUD/UNESCO
Mise en place des organes et des mécanismes de gestion et de suivi du Programme conjoint et appui à leur fonctionnement, dont appui à certaines structures décentralisées.	PNUD/UNESCO FNUAP
Mise en place des conditions de réalisation des activités du Programme conjoint.	PNUD/UNESCO, BIT
Campagnes de sensibilisation et réunions de plaidoyer en faveur des objectifs du Programme conjoint.	UNICEF, FNUAP, PNUD/UNESCO, UNICEF
Développement du partenariat autour des objectifs du Programme conjoint.	UNICEF, PNUD/UNESCO
Formation des formateurs pour les diverses actions d'éducation non formelle de base.	FNUAP, UNICEF, PNUD/UNESCO
Conception, production et diffusion des matériels didactiques pour l'éducation de base	PNUD/UNESCO FNUAP
Appui direct aux bénéficiaires de l'éducation non formelle de base en allocations de rations alimentaires ou en micro financement.	PNUD/UNESCO, PAM

## **2. Le contexte de développement**

### **La stratégie de réduction de la pauvreté**

Le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) à Madagascar mise à jour de juillet 2003, constitue la référence en matière de stratégies de développement national et d'établissement de partenariats. Le Programme conjoint se situe dans l'axe stratégique d'intervention no. 3 du DSRP : « Susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine et matérielle et de protection sociale élargis ». Les huit objectifs globaux de cet axe stratégique donne la priorité au système scolaire et la lutte contre l'analphabétisme.

La priorité ainsi donnée au système scolaire correspond à un objectif politique visant le long terme. Aucun pays n'est condamné à avoir toujours une proportion importante d'enfants non scolarisés et d'adultes analphabètes. L'école, qu'il faut rénover et adapter, bien sûr, est effectivement appelée à devenir le pilier de l'éducation pour tous, à Madagascar comme dans tout autre pays.

Dans la situation actuelle, cependant, Madagascar ne peut se contenter de miser sur l'école pour assurer l'éducation pour tous. En effet, trop de besoins éducatifs de base se trouvent hors de portée du système scolaire, comme le montrent les données prévisionnelles pour 2004 citées par le DSRP<sup>1</sup>:

- Un **taux d'alphabétisation** (% des personnes âgées de 15 ans et plus qui peuvent lire et écrire) de **55,0 % seulement**;
- Un **taux net de scolarisation** (effectif scolaire 6-10 ans / population scolarisable) public et privé ne dépassant pas **82,5 %**.

Le DSRP définit justement des actions qui tiennent compte de la situation actuelle des groupes de population qui n'ont pas bénéficié de l'école et dont les besoins éducatifs sont divers et urgents. En effet, parmi les programmes permettant d'atteindre les objectifs de l'axe stratégique no. 3, le Document présente, au titre des « actions de prévention », « qui ont pour but de réduire la vulnérabilité des populations à risque », des types d'action qui correspondent en grande partie aux spécificités du Programme conjoint<sup>2</sup>:

- « L'alphabétisation et l'éducation des adultes (ou éducation non formelle) »;
- « La formation professionnelle »;
- « La promotion du développement intégral du jeune enfant (DIJE) »;
- « L'intégration des dimensions population/genre ».

Il est à noter que, en ce qui concerne l'alphabétisation des adultes, le DSRP fixe comme résultats attendus<sup>3</sup>:

- « L'augmentation du nombre d'Alphabétisés de **500.000 par an** »;
- « La formation et/ou le recyclage de 14.000 alphabétiseurs et 120 cadres d'alphabétisation par campagne et par an ».

### **Effets attendus de la mise en œuvre du Programme**

Au-delà des effets des activités du Programme chez les bénéficiaires et au niveau des organismes chargés de l'éducation non formelle de base, la mise en œuvre du Programme conjoint dans sa phase actuelle doit justement avoir un effet plus stratégique en constituant **une rampe de lancement pour poursuivre les objectifs d'éducation non formelle de base inscrits dans le DSRP** en faveur des populations les plus démunies. Ces objectifs concordent, d'ailleurs, avec les deux premiers Objectifs de Développement du Millénaire : la lutte contre la pauvreté et la réalisation de l'éducation pour tous.

Les actions d'alphabétisation et d'animation communautaire doivent également avoir des effets favorables dans la poursuite d'autres grands objectifs nationaux, comme de permettre une meilleure **participation des populations les plus démunies à la bonne gouvernance** et un plus grand impact des campagnes de **sensibilisation aux risques du VIH SIDA**.

Quant à l'effet de longue portée de l'alphabétisation sur la réduction de la pauvreté, il est escompté dans le Programme conjoint, pas simplement par l'alphabétisation des apprenants, mais aussi par leur accès subséquent à la formation technique et professionnelle de base et à des activités génératrices de revenus.

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 134.

<sup>2</sup> Ibid., pp.121-122.

<sup>3</sup> Ibid., p.121.

### **3. Portée de l'évaluation**

#### **Cadre**

**Le mandat** de l'évaluation à mi-parcours du Programme conjoint est marqué par **deux caractéristiques novatrices** :

- Le fait qu'il s'agisse d'un **Programme conjoint** permettant, pour plus d'impact, de concentrer les capacités d'intervention en faveur de l'éducation pour tous au lieu de laisser se multiplier des initiatives dispersées;
- L'application de la nouvelle méthodologie de **l'évaluation d'effet** au lieu de l'approche traditionnelle de l'évaluation de projet.

S'agissant d'un Programme conjoint et cohérent dans lequel plusieurs agences du Système des Nations Unies, sous la coordination du PNUD, apportent chacune un soutien technique et/ou financier au Gouvernement malgache, il importait, d'une part, que l'évaluation couvre le Programme en totalité dans sa cohérence d'ensemble et que, d'autre part, elle soit suivie de façon conjointe par le Gouvernement et les agences.

L'évaluation à mi-parcours du Programme conjoint s'est voulue exhaustive :

- L'évaluation a couvert toutes les composantes, les sous-composantes et les activités, quelles que soient les agences partenaires directement concernées;
- de même, concernant l'aire géographique, elle n'a pas considéré seulement les quatre Provinces sélectionnées pour l'implantation des sites (Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina et Toliara), mais aussi les deux autres Provinces (Antananarivo et Antsiranana) pour les activités qui s'y retrouvent. Il est clair, cependant, que tous les sites d'intervention ne pouvaient pas faire l'objet d'une visite d'évaluation et c'est pourquoi, chaque fois que possible, l'évaluation a mené des enquêtes dans une sélection de sites sur la base d'un échantillonnage.

#### **Effets à évaluer**

Dans la méthodologie d'évaluation, les effets (« outcomes ») sont à entendre dans le sens de « **changements réalistes et positifs dans des conditions spécifiques du développement** », comme le précise le Bureau d'Évaluation du PNUD. Ainsi, dans le Programme conjoint, les changements escomptés, qui représentent sans conteste des conditions spécifiques du développement durable dans le contexte malgache actuel, peuvent être répartis en deux grandes catégories :

- D'une part, **les acquis d'apprentissage ou les changements de comportement des bénéficiaires** des activités d'éducation non formelle de base et d'animation communautaire;
- D'autre part, **le renforcement institutionnel des organismes** chargés d'organiser et de dispenser de telles actions.

#### **Finalité de l'évaluation**

Comme pour toute évaluation à mi-parcours, l'objectif technique, tel que défini par les documents du Bureau d'Évaluation du PNUD à ce sujet, est de **définir les ajustements à**

**faire dans l'exécution des produits** en vue de favoriser au mieux la réalisation des effets escomptés<sup>4</sup>.

Plus particulièrement, comme le précise le mandat, l'évaluation devait permettre :

- De vérifier la pertinence des effets réalisés par rapport aux conditions du développement à Madagascar et aux priorités du Programme de pays du PNUD;
- D'identifier les facteurs favorisant ou entravant la réalisation des effets afin d'accélérer les progrès vers la réalisation de l'effet;
- De faciliter la réorientation des actions d'appui et d'éclairer une éventuelle révision de la stratégie de partenariat et du rôle de chaque partenaire;
- Vérifier la pertinence et l'efficacité des méthodes d'éducation non formelle de base mises en œuvre ainsi que des partenariats développés.

Les résultats de l'évaluation à mi-parcours devraient constituer également un outil de plaidoyer pour le renforcement des ressources du Programme conjoint et pour la duplication éventuelle dans d'autres pays des méthodologies expérimentées et de la programmation conjointe. À Madagascar, particulièrement, l'ampleur des besoins éducatifs de base qui ne peuvent pas être satisfaits par l'enseignement primaire justifie, en effet, un effort important pour valider sans tarder les effets du Programme conjoint en vue de son extension et de sa duplication.

### **Méthodologie de l'évaluation**

La méthodologie de l'évaluation d'effet s'inscrit dans une démarche qui s'articule en **quatre objectifs standard** qu'il importe de poursuivre dans l'ordre :

1. Évaluer les progrès vers l'effet (les effets) ;
2. Évaluer les facteurs affectant l'effet (les effets), de façon positive ou négative ;
3. Évaluer l'apport du PNUD et des agences partenaires du Système des Nations Unies à la réalisation des effets à travers les produits du Programme conjoint ;
4. Évaluer la synergie du partenariat pour la réalisation de l'effet.

En ce qui concerne **les effets au niveau des bénéficiaires** La première sous catégorie regroupe les types d'activité dont les effets peuvent être mesurés par **l'évaluation des acquis des apprentissages**, c'est à dire les actions de l'éducation de base. Pour ces types d'activités, des tests ont été préparés, prétestés et validés sur la base des objectifs d'apprentissage correspondants. Des échantillons de sites ont été tirés. Des enquêteurs ont été recrutés et formés. Dans chaque site, la sélection des bénéficiaires appelés à passer les tests a été basée également sur des règles d'échantillonnage.

La deuxième sous catégorie d'activités qui visent à produire des effets (des changements) chez les bénéficiaires regroupe les actions d'animation et de sensibilisation. Pour ces quatre types d'activités, l'identification des effets chez les bénéficiaires a été faite en analysant les rapports des agences partenaires et des services gouvernementaux concernés et en conduisant des interviews à l'occasion des visites sur le terrain. De plus, dans chacun des quatre ateliers provinciaux d'évaluation, un groupe de travail a passé en revue ces actions et a établi un

---

<sup>4</sup> Bureau d'Évaluation, PNUD, *Guide du suivi et de l'évaluation axé sur les résultats*, Partie 2 : *Le suivi et l'évaluation* sur le site : [www.undp.org/eo/](http://www.undp.org/eo/), p.29, et *Guide pour les Évaluateurs d'Effet*, p.10.

rapport sur les facteurs qui en favorisent ou en freinent la réalisation, de même que sur les partenariats qui y sont engagés.

Concernant **les effets au niveau des organismes**, parmi les activités du Programme figurent également des actions de renforcement des capacités institutionnelles. Les méthodes utilisées pour évaluer les changements correspondants, les facteurs favorables ou défavorables et la synergie des partenariats engagés ont consisté, d'une part, à analyser la documentation disponible et à recueillir les observations directes d'acteurs bien informés, et, d'autre part, à organiser deux ateliers d'évaluation nationaux :

Ce présent résumé met l'accent sur **les acquis d'apprentissage ou les changements de comportement des bénéficiaires**. Les informations concernant l'évaluation du **renforcement institutionnel des organismes** sont détaillées dans la version complète du rapport de l'évaluation à mi-parcours.<sup>5</sup>

#### **4. Résultats de l'évaluation Alphabétisation fonctionnelle intensive pour le développement (AFI-D)**

##### **Description de l'action**

L'AFI-D est une stratégie de développement basée sur l'alphabétisation des bénéficiaires pour pérenniser les actions de développement entreprises dans leur localité. Ses traits spécifiques sont les suivants :

- **Fonctionnelle** : Selon les promoteurs et les acteurs de l'AFI-D, le programme est lié aux besoins en développement en relation avec la vie quotidienne des apprenants. Il prend en compte le développement de capacités comme la tenue de comptabilité et de gestion simplifiée des unités économiques, l'utilisation de l'écriture et de la lecture dans la vie quotidienne.
- **Sélective** : L'éducation et la formation sont adaptées aux groupes de personnes, responsables, ayant les mêmes objectifs et les mêmes besoins d'écrit pour leur propre développement et celui de leur localité, voire de leur pays. La formation s'adresse souvent donc à des paysans qui sont des producteurs ayant des activités, pour la prospérité desquels l'utilisation de l'écrit est indispensable ou à des responsables et leaders de groupements villageois.
- **Intensive** : L'AFI-D se fait généralement d'une manière intensive, mobilisant les apprenants 8 heures par jour pendant 48 jours divisés en 4 phases de 12 jours pour l'alphabétisation initiale et 36 jours divisés en trois phases de 12 jours pour la formation complémentaire de base. Les phases sont intercalées par une semaine tampon. Ces semaines tampons permettent aux apprenants de reprendre leur vie économique quotidienne, de se reposer de l'apprentissage en salle et de digérer les connaissances obtenues.
- **Adaptée** : En théorie, la méthode peut être adaptée par rapport à la disponibilité des gens, c'est à dire, par rapport à leur programme d'activités quotidiennes qui pourrait ne pas permettre la pratique de 8 heures par jour, tout en gardant le contenu et la méthode d'apprentissage. C'est aussi une méthode adaptée, en ce qu'elle respecte les valeurs

---

<sup>5</sup> Consultez le Rapport de l'évaluation à mi-parcours complète en ligne : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001376/137624f.pdf>

culturelles malagasy. Le contenu des manuels didactiques était conçu à partir des données obtenues lors de l'étude de milieu des sites à cibler.

Dans sa conception, l'AFI-D comprend **quatre grandes étapes** qui constituent un tout pour atteindre les objectifs d'auto promotion des bénéficiaires basée sur l'alphabetisation : la pré-Alphabetisation, l'alphabetisation initiale, la formation complémentaire de base et la formation technique et activité pour le développement. Cependant le programme conjoint a séparé la dernière étape pour en faire une activité séparée bien que fonctionnellement reliée à l'AFI-D.

**Étape 1 : Pré-alphabetisation :** Cette étape comporte les actions suivantes : Étude de milieu, sensibilisation pour avoir l'adhésion des autorités locales et la pré-inscription des intéressés, concertation avec les autorités locales, les responsables des différents services techniques locaux et les intéressés pour définir ensemble les objectifs de l'action à mener, pour étudier les paramètres pouvant influencer positivement ou négativement les résultats attendus, mise en place d'un comité d'alphabetisation qui va être chargé des activités de suivi logistique pour le bon déroulement de la campagne, recrutement de deux alphabetiseurs villageois par site, inscription des apprenants intéressés et volontaires et identification de leurs besoins, détermination des méthodes adaptées à la réalité locale, élaboration des manuels didactiques suivant la synthèse des besoins et des réalités locales, formation des animateurs-encadreurs, programmation de la stratégie AFI-D.

**Étape 2 : Alphabetisation initiale (AI):** C'est l'étape d'alphabetisation initiale en terme d'apprentissage. Elle comprend 4 phases intercalées d'une semaine dite tampon durant laquelle les apprenants interrompent la formation pour vaquer à leurs activités économiques. Tout au long de cette étape, les apprenants devraient trouver des occasions pour rendre fonctionnels leurs acquis dans leur vie quotidienne, soit pendant les semaines tampons inter phases, soit dans leurs activités journalières s'ils font 4 heures ou 6 heures par jour sans semaine tampon. Cette étape se conclut par un test final en lecture, écriture, calcul et gestion simplifiée.

**Étape 3 : Formation complémentaire de base (FCB) :** Cette étape consiste à consolider les compétences que les apprenants ont acquises lors de l'alphabetisation initiale. Les apprenants qui n'ont pas atteint le niveau requis de compétences, obtiendront un cours de remise à niveau de 15 jours pour pouvoir suivre la formation complémentaire de base. Ceux qui ont atteint ce niveau, poursuivent normalement leur apprentissage. La formation complémentaire de base comporte 3 phases de 12 jours chacune, intercalées d'une semaine tampon en inter phases. Le contenu d'apprentissage de cette étape est conçu à partir des intérêts exprimés par les apprenants après l'alphabetisation initiale de chaque site.

### **Niveaux de compétence retenus pour l'évaluation**

Quatre domaines de compétence sont visés par l'AFI-D : la lecture, l'écriture, le calcul et la gestion simplifiée. Dans le cadre de cette évaluation, il a été proposé de **mesurer les niveaux de compétence en lecture, écriture et calcul en utilisant trois niveaux de compétence :**

- Le **niveau minimal** en alphabetisation-calcul qui permet d'accéder de manière relativement indépendante au code de l'écrit pour ses besoins vitaux. Cette compétence implique la capacité de lire n'importe quel paragraphe écrit en caractères d'imprimerie. Elle implique en outre la capacité d'écrire, avec ces mêmes caractères, de courtes phrases d'environ quatre mots ;

- Le **niveau moyen** est celui qui donne à l'individu, en plus des capacités liées au niveau minimal, celles de lire plusieurs paragraphes d'un livre, d'écrire un paragraphe d'une trentaine de mots et de faire des additions et des soustractions de deux nombres sans retenue ;
- Le **niveau avancé** est celui qui donne à l'individu, en plus des compétences de niveau moyen, celles qui permettent d'écrire une page de texte telle qu'une lettre et de maîtriser la multiplication de deux nombres de deux chiffres, la division par un nombre de 1 à 2 chiffres et de résoudre un problème d'arithmétique de la vie quotidienne utilisant les quatre opérations. De plus une personne de niveau avancé doit pouvoir se servir d'un outil de comptabilité simplifiée dans sa gestion quotidienne tel qu'un livre de journal.

Des questionnaires prétestés ont été utilisés pour le test des compétences en lecture écriture et calcul. En tout, des données sur 352 apprenants AFI, 95 non participants au programme, 36 chefs de quartier et 35 alphabétiseurs a été obtenues.

### Principaux résultats de l'enquête

**Acquisition du niveau minimal de compétence en alphabétisation-calcul** : L'évaluation a cherché à estimer la proportion de participants au programme AFI-D parvenus à un niveau minimum de compétence en alphabétisation-calcul. Il s'agit là d'une compétence effectivement très minimale mais qui, compte tenu des réalités malgaches, peut faire une différence significative entre une telle personne et un analphabète : lecture de brochures de vulgarisation agricole, de prospectus de sensibilisation sur des sujets tels que le SIDA, etc.

Parmi les participants des deux premières vagues ayant terminé les quatre phases d'alphabétisation initiale, **76,4 % ont obtenu le niveau minimal de compétence** en alphabétisation. Rappelons que ce résultat est acquis en assurant 48 jours d'alphabétisation effective, ce qui représente un laps de temps relativement court compte tenu de la difficulté de la tâche.

Tableau 4 : AFI-D Pourcentage d'apprenants ayant obtenu le niveau minimal par province

Province	Fianarantsoa		Compétence minimum		Total
			Non	Oui	
		Effectif	30	69	99
		% dans Province	30,3%	69,7%	100,0%
		% dans Compétence minimum	36,1%	25,7%	28,1%
	Mahajanga	Effectif	24	60	84
		% dans Province	28,6%	71,4%	100,0%
		% dans Compétence minimum	28,9%	22,3%	23,9%
	Toamasina	Effectif	17	72	89
		% dans Province	19,1%	80,9%	100,0%
		% dans Compétence minimum	20,5%	26,8%	25,3%
	Toliary	Effectif	12	68	80
		% dans Province	15,0%	85,0%	100,0%
		% dans Compétence minimum	14,5%	25,3%	22,7%
Total		Effectif	83	269	352
		% dans Province	23,6%	76,4%	100,0%
		% dans Compétence minimum	100,0%	100,0%	100,0%

Comme on peut le voir sur le tableau 4, le taux de réussite diffère assez d'une province à l'autre. Il est important de chercher à cerner autant que faire se peut les facteurs pouvant

rendre compte de ces différences, en partie au moins, elles s'expliquent par la proportion plus importante de sites inaccessibles par véhicule dans Fianarantsoa.

La mission a également cherché à observer les variations du taux de réussite de l'alphabétisation selon un certain nombre de critères dont les principaux sont : le sexe des apprenants, leur âge, leur scolarisation préalable, la taille de leur ménage, leur activité principale, la situation économique du village et de leur ménage, les coutumes impliquant le respect de jours tabous dans la semaine et enfin l'apport en vivres de la part du PAM et d'autres intervenants.

Une des observations les plus frappantes a trait à l'influence de l'aisance des ménages dans le taux de réussite. Il semble que plus les gens sont à l'aise économiquement, moins les résultats sont probants. Globalement parlant, 82,5 % des participants vivant dans le besoin ont acquis le minimum d'alphabétisation alors que seulement 54,5 % des participants vivant avec « de larges surplus » l'ont acquis. En revanche, la situation économique du village n'a, semble-t-il, pas d'influence discernable sur la réalisation de l'alphabétisation.

S'agissant de l'âge des apprenants, il s'avère que le groupe le moins réactif est celui des moins de 18 ans (68,2 %) et le plus réactif est celui entre 30 et 36 ans (87,2 % de réussite). Ceci est intéressant vu que ces derniers sont dans la force de l'âge, en pleine activité professionnelle et plus motivés que les autres.

#### *Acquisition de niveaux plus élevés de compétence en alphabétisation-calcul :*

Tableau 5 : AFI-D Niveaux de compétence acquis par province

		Compétence lecture-écriture-calcul				Total	
		Non alphabétisé	Niveau minimum	Niveau moyen	Niveau avancé		
Province	Fianarantsoa	Effectif	30	5	41	23	99
		% dans Province	30,3%	5,1%	41,4%	23,2%	100,0%
		% dans Compétence lect-écr-calc	36,1%	16,1%	36,3%	18,4%	28,1%
	Mahajanga	Effectif	24	5	26	29	84
		% dans Province	28,6%	6,0%	31,0%	34,5%	100,0%
		% dans Compétence lect-écr-calc	28,9%	16,1%	23,0%	23,2%	23,9%
	Toamasina	Effectif	17	17	12	43	89
		% dans Province	19,1%	19,1%	13,5%	48,3%	100,0%
		% dans Compétence lect-écr-calc	20,5%	54,8%	10,6%	34,4%	25,3%
	Toliary	Effectif	12	4	34	30	80
		% dans Province	15,0%	5,0%	42,5%	37,5%	100,0%
		% dans Compétence lect-écr-calc	14,5%	12,9%	30,1%	24,0%	22,7%
Total		Effectif	83	31	113	125	352
		% dans Province	23,6%	8,8%	32,1%	35,5%	100,0%
		% dans Compétence lect-écr-calc	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Le tableau 5 montre que **8,8 % des participants n'ont acquis que le niveau minimum, 32,1 % ont atteint le niveau moyen et 35,5 % le niveau avancé.** Il est très significatif qu'ainsi plus du tiers des apprenants atteignent un niveau avancé. Sachant que 52,7 % des participants ont fait un bref passage à l'école dans le passé, on peut analyser séparément les niveaux acquis

par les participants qui n'ont jamais été scolarisés. Parmi ces derniers, 28 % ont acquis le niveau avancé et 29,9 % le niveau moyen.

Une analyse par genre montre que les femmes et les hommes réussissent pratiquement autant. En fonction de l'âge, la prédominance du groupe des 30 – 36 ans se confirme puisque 61,7 % d'entre eux acquièrent le niveau avancé en comparaison avec la moyenne de 35,5 % tous âges confondus.

L'éloignement des villages par rapport aux principales voies routières est un facteur significatif dans l'acquisition des compétences. Les villages qui sont, soit toute l'année soit une partie de l'année, inaccessibles même par véhicule tout terrain sont défavorisés par toute une série de facteurs économiques et culturels qui font qu'ils sont souvent à la traîne en matière de développement. Concernant l'AFI-D, l'analyse des données montre que les participants issus des villages de catégorie atteignent le niveau d'alphabétisation moyen ou avancé à seulement 36,7 % contre 79,3 % pour les villages desservis par taxi-brousse. Ici l'implication pour la mise en œuvre du programme pourrait être de tenir compte de ce facteur dans l'exécution et l'attribution des frais de fonctionnement.

La contribution en vivres (PAM ou autres) est un facteur crucial : dans les villages où des vivres ont été fournis, le taux d'acquisition du niveau avancé ou moyen est de 58,5 % contre seulement 35,5 % dans les autres. Cependant, cette influence semble se confiner à la province de Fianarantsoa. Cela peut s'expliquer par le fait que le PAM intervient dans les zones à forte insécurité alimentaire, donc déjà fortement défavorisées ; de ce fait, cela peut signifier que, sans cette intervention, même ces pourcentages faibles seraient encore beaucoup plus bas.

### **Facteurs liés au mode de gestion de l'activité**

La mise en œuvre des activités du Programme Conjoint repose dans une mesure très considérable sur les compétences et le professionnalisme des organisations partenaires de proximité, qui sensibilisent les populations, prennent les inscriptions, négocient l'organisation et les horaires avec les villageois, recrutent les animateurs et les Alphabétiseurs, encadrent ces derniers, assurent le suivi des formations, supervisent les tests, etc. Il était par conséquent important d'analyser sommairement certains aspects cruciaux du fonctionnement pouvant avoir un impact sur les résultats obtenus. Parmi ces aspects, l'enquête a fourni des données intéressantes sur le niveau de salaire de l'alphabétiseur, son niveau d'instruction générale, son sexe, la distance séparant son village d'origine du village Alphabétisé, le type de mobilier utilisé par les apprenants ainsi que le nombre de visites effectuées par l'organisation.

Il se trouve que plusieurs de ces facteurs n'ont pas d'influence sur les résultats, notamment le salaire de l'alphabétiseur et la distance du village d'origine n'influencent guère les acquisitions. S'agissant du sexe de l'alphabétiseur, il y a bien une légère différence en faveur des Alphabétiseurs femmes. Or les Alphabétiseurs femmes représentent 34,2 % et donc rien ne s'oppose à ce que la part des femmes augmente dans l'avenir. Ceci va à contresens de certaines observations émises lors des ateliers provinciaux faisant état de réticences chez certains hommes à se laisser alphabétiser par une femme.

De même le niveau d'instruction générale de l'alphabétiseur n'a pas d'effet visible sur les acquisitions. Le plus important, en fait, c'est la formation dans les techniques mêmes de l'AFI-D auxquelles tous les Alphabétiseurs sont entraînés au même niveau et qui n'exigent pas un niveau de formation particulièrement élevé. Le type de mobilier utilisé est variable

également. Alors que la majorité des apprenants disposent de tables bancs (60,4%), une grande partie (36,4%) travaillent assis à même le sol ou sur des nattes. Très paradoxalement, ces différences ne se reflètent nullement dans le niveau atteint. Il semblerait plus difficile d'apprendre à écrire quand on n'a pas de meuble plat pour poser le cahier et écrire dessus, mais les gens s'adaptent très bien à la situation.

L'efficacité de la méthode AFI-D, telle que mise actuellement en œuvre par le Programme conjoint, ayant ainsi été largement démontrée, la question pourrait se poser de mieux connaître son coût de réalisation, notamment dans une perspective de duplication ou d'extension. Bien que ces études de coûts n'aient pas encore été menées, la mission a été informée que des coûts estimatifs relatifs à l'alphabetisation AFI-D ont récemment été établis par la Cellule nationale de coordination et d'exécution du Programme. Ainsi le coût unitaire d'alphabetisation par personne, comprenant les deux étapes d'alphabetisation initiale et de formation complémentaire de base, serait compris entre **22 et 25 dollars** des Etats-Unis. Ce coût inclut la logistique, la formation proprement dite et le matériel pédagogique (utilisé comme tel).

## **5. Résultats de l'évaluation –La réinsertion des jeunes déscolarisés ou non scolarisés**

L'insertion sociale de certains groupes de jeunes défavorisés auxquels le programme cherche à donner une deuxième chance dans la vie en les réinsérant dans un cursus social normal constitue un autre effet important recherché par le programme conjoint. Cette réinsertion est recherchée à travers trois activités : l'activité dite de promotion de la lecture pour tous ou « Ambohitsoratra », l'activité dite ASAMA ou action scolaire d'appoint pour Malagasy adolescents et enfin l'activité dite DÉSCOL ou formation des jeunes déscolarisés en milieu urbain.

### **A. L'Action scolaire d'appoint pour Malgaches adolescents (ASAMA)**

#### **Description de l'action**

ASAMA a été conçue à partir d'un mémoire intitulé « Formation Fondamentale Intensive » réalisé par deux étudiantes (Rakotoarisoa Seheny Harifetra et Rahantaniaina Samoelina Lydia) de l'Ecole Normale Supérieure de Fianarantsoa et soutenu en octobre 2000. C'était un sujet proposé et encadré par un enseignant chercheur de l'Université de Fianarantsoa. La recherche a été inspirée de la méthode d'alphabetisation AFI-D. Son objectif est de donner une seconde chance de succès au CEPE, aux adolescents qui n'ont jamais été en classe ou qui ont quitté l'école après une année ou tout au plus deux années d'école primaire. Ces enfants sont souvent issus de familles en situation difficile.

Le caractère le plus novateur de cette méthode réside dans le fait qu'elle se propose d'amener les jeunes au niveau du CEPE en seulement 10 mois. C'est-à-dire que les enfants qui réussissent ce parcours auront réalisé la prouesse d'atteindre en 10 mois seulement un niveau que les autres élèves mettent normalement 5 ans à atteindre dans le système formel traditionnel. L'objectif spécifiquement défini par le programme conjoint pour cette activité est la réussite au CEPE avec ce que cela comporte de potentialités pour les jeunes. Non seulement une partie d'entre eux envisage d'être admis en 6ème de collège, mais aussi certains emplois (ouvriers, policiers ou autres) sont accessibles avec la possession du CEPE. En conséquence, le meilleur indicateur pour évaluer les activités de l'ASAMA est le taux de réussite des participants au CEPE.

ASAMA est une méthode appliquée à un programme spécial condensant en une année scolaire, les cinq années du 1<sup>er</sup> cycle de l'éducation fondamentale. Le contenu du programme ASAMA concerne toutes les disciplines recommandées par le programme national de l'éducation fondamentale. La langue d'enseignement est la langue malagasy, excepté pour l'enseignement du français qui est enseigné en tant que langue étrangère.

L'ASAMA repose sur le principe suivant : un adolescent de plus de 11 ans, même analphabète, a déjà des acquis en connaissance de par l'éducation informelle. La répartition de ces acquis selon les disciplines n'est pas la même mais globalement ils correspondent, d'après des enquêtes effectuées, à 2/5 du contenu total de l'enseignement primaire. L'école primaire fonctionne en moyenne 25 heures par semaine de classe, soit environ 750 heures par année scolaire. Sur les 5 années on a donc un volume horaire total de 3750 heures. Si donc on tient compte des 2/5 de contenus estimés informelle ment acquises par l'adolescent, il reste environ 2250 heures de cours à absorber. Grâce au caractère intensif de l'ASAMA et de la plus grande réceptivité des apprenants, on peut estimer qu'en moyenne un apprenant ASAMA peut assimiler le contenu d'une heure d'enseignement reçu par un élève du primaire en une période de temps équivalant à 75 % de ce temps. Il aurait donc besoin d'environ 1690 heures pour assimiler l'ensemble du programme de l'enseignement primaire, ce qui correspond à peu près aux dix mois d'apprentissage qu'offre ASAMA à raison de 42 heures par semaine.

L'ensemble du programme primaire est ainsi couvert et le raccourci est possible de par le temps d'assimilation amoindri du fait des pré requis structurels de l'adolescent. La méthode fait beaucoup appel à la participation de l'adolescent qui réalise lui-même son apprentissage dans le sens fort du terme.

L'action est un apprentissage intensif s'adressant à des groupes d'adolescents analphabètes de 11 à 17 ans. Chaque groupe ne doit pas dépasser 25 adolescents. Plus précisément, il s'agit de condenser l'ensemble du contenu de l'enseignement primaire, d'une durée normale de cinq ans, en une période de 10 mois. Les premières six semaines sont consacrées à l'apprentissage de la lecture par la méthode Ambohitsoratra (voir plus bas le paragraphe) ; au cours du trimestre suivant les apprenants absorbent le programme des classes de T1 et T2 (cours préparatoire première et deuxième année) ; ensuite le contenu de T3 (cours élémentaire) est passé en revue au cours du deuxième trimestre ; et enfin le contenu des classes T4 et T5 (cours moyens première et deuxième année) en troisième trimestre.

En ce qui concerne les animateurs, ils doivent avoir entre 20 et 45 ans, avoir une formation générale égale ou supérieure au Bac et surtout avoir une capacité de communication facile avec les adolescents. Ils bénéficient d'une formation spéciale sur la conduite de l'ASAMA. Cette formation se fait généralement en deux sessions de 10 jours.

### **Principaux résultats**

Le tableau 6 ci-après indique les taux de réussite de l'ASAMA aux examens de fin de primaire du CEPE du 7 juin 2004 et établit une comparaison avec ceux des CISCO (circonscriptions scolaires) respectives.

Tableau 6 : Taux de réussite des classes ASAMA et des CISCO respectives au CEPE 2004

Faritany	Centres ASAMA	Nombre d'inscrits en début d'année	Examen CEPE (juin 2004)				
			Centres ASAMA			Ensemble de la CISCO	
			Nombre de candidats présentés	Nombre d'admis	Admis en % des candidats	Ciscos	Admis en % des candidats
Fianarantsoa	Andrainjato 1	34	20	6	30,00 %	Fianarantsoa I	74,00 %
	Andrainjato 2	20	15	13	86,67 %		
Mahajanga	Ambato Boeny	17	17	12	70,59 %	Ambato Boeny	60,00 %
Toamasina	Ambolomadinika 1	22	16	0	-	Toamasina I	66,00 %
	Ambolomadinika 2	27	20	3	15,00 %		
Toliara	Miary	15	10	10	100,00 %	Toliara I	68,00 %
	Betania	19	16	16	100,00 %		
	Total	141	114	60	52,63 %	Total des CISCOS concernées	67,00 %

Source : CNCE et DIRESEB de Mahajanga, Fianarantsoa, Toliara et Toamasina

Le tableau indique que **52,63% des participants présentés par l'ASAMA ont réussi le CEPE**. Pour mieux apprécier ce taux de réussite on l'a comparé avec celui des circonscriptions scolaires dans lesquelles ces enfants ont passé l'examen. Sur les sept classes ASAMA, quatre ont réalisé un taux de réussite supérieur à celui de la circonscription correspondante, et trois ont réalisé moins.

D'après les visites auprès de ces classes et les discussions tenues par la mission avec les animateurs, l'explication de ce succès remarquable tient à deux facteurs. D'une part, un public tout à fait particulier composé d'enfants extrêmement motivés. En effet, n'ayant jamais été à l'école ou n'y ayant fait qu'un bref séjour, ils voient dans cette activité une véritable seconde chance qui leur est offerte. D'autre part, l'implication et la conviction des animateurs ont des retombées positives sur les élèves. C'est la combinaison de ces deux facteurs qui aboutit au succès de l'ASAMA.

Bien sûr, toutes les classes n'ont pas obtenu le même résultat et même les différences sont maximales avec un taux de réussite de 100 % à Toliara et 0 % dans une des deux classes de Toamasina. Une des explications possibles serait que la formatrice attendait un enfant pendant une partie de la formation, ce qui a entraîné des périodes d'absence fréquentes. Enfin, il est à noter que certaines classes ASAMA ont été prises en charge par un enseignant titulaire assisté d'un suppléant ; cependant, ce ne sont pas ces classes qui ont obtenu les meilleurs résultats.

L'intérêt suscité par l'expérience de l'ASAMA provoque des demandes d'information, non seulement sur sa finalité, son programme et ses méthodes, mais aussi sur son coût de réalisation. L'évaluation d'effet n'a pas dans son mandat de faire des études de coûts des diverses activités du Programme conjoint. Cependant, concernant l'ASAMA, la CNCE avait déjà établi une estimation du coût unitaire d'un apprenant ASAMA pour la durée totale du cursus. Cette estimation est résumée dans le Tableau 7 ; d'où il ressort que le coût unitaire, sur

la base de 25 apprenants par classe, serait de \$104,29 pour 2003/2004, dont \$55,71 pour le coût « pédagogique » et \$48,57 pour les frais logistiques, y compris la cantine.

Tableau 7 : ASAMA Estimation du coût de réalisation

Nature	Unité	PU	Quantité	Montant (Fmg)	Montant (\$)
<b>Pédagogique</b>					
Animateur	mois	500 000	12	6 000 000	857,14
Fournitures pédagogiques	mois	150 000	10	1 500 000	214,29
Suivi pédagogique	unité	500 000	2	1 000 000	142,86
Matériels pour enfant	enfant	50 000	25	1 250 000	178,57
<b>Total pédagogique</b>				<b>9 750 000</b>	<b>1 392,86</b>
<b>Logistique</b>					
Cantine	jour	25 000	220	5 500 000	785,71
Autres	mois	300 000	10	3 000 000	428,57
<b>Total logistique</b>				<b>8 500 000</b>	<b>1 214,29</b>
				<b>18 250 000</b>	<b>2 607,14</b>
Soit coût unitaire sur la base de 25 élèves:					
				<b>Pédagogique</b>	<b>55,71</b>
				<b>Logistique</b>	<b>48,57</b>
Source: CNCE				<b>Total</b>	<b>104,29</b>

## B. Ambohitsoratra – « La Planète des Alphas »

### Description de l'action

En ce qui concerne l'activité Ambohitsoratra ou « Planète des Alphas », l'insertion concerne des enfants non scolarisés. Une première vague, entre mai et juillet 2003 a accueilli des apprenants âgés de 6 à 11 ans. Cependant, pour la deuxième vague entre août 2003 et juin 2004, on a accueilli des enfants ou des adolescents âgés de 11 à 17 ans. C'est une méthode d'apprentissage de la lecture du malagasy avec des techniques d'apprentissage participatives et fortement ludiques basées sur la trame d'un conte. La personnalisation des lettres de l'Alphabet dans un contexte similaire à la réalité des humains rend l'histoire presque « réelle ». Même si, c'est de la fiction, elle est reconnue par la psychologie de l'enfant.

Ambohitsoratra est donc une méthode didactique fonctionnelle car l'enfant ou l'adolescent apprenant, reconnaît les lettres personnalisées et illustrées dans l'histoire et il peut s'imaginer faire partie des acteurs et a la possibilité d'en faire sa propre narration. La méthode l'aide à créer, par sa propre imagination, l'image des lettres, à imiter des personnages, à inventer des formules magiques et à poser des devinettes ou y répondre. Tout cela va générer un vécu personnel ou collectif qui donne du sens aux mots et aux phrases qui seront peu à peu introduites dans le cadre de l'apprentissage de la lecture. Pendant les séances de lecture, l'apprenant a recours à sa mémoire et aux images pour retenir les noms et les caractères des lettres qu'il a écoutés et observés pendant l'histoire d'Ambohitsoratra.

C'est aussi une méthode d'apprentissage de la lecture intensive, car toutes les lettres de l'alphabet peuvent être reconnues et repérées tout au long de l'écoute et de l'observation de l'histoire. En principe, la durée totale de l'apprentissage est d'un mois et demi, à raison de 40 séances de 2 heures, soit 80 heures sans compter les séances d'évaluation. L'animateur qui pilote et facilite l'apprentissage de la lecture de l'enfant ou de l'adolescent n'est pas un « maître de classe », mais, plutôt, l'ami des apprenants. Il les accompagne pour guider leur

apprentissage en jouant avec eux et en leur rappelant la séquence de l’histoire qui concerne les lettres qu’ils apprennent.

Bien que, l’objectif initial d’Ambohitsoratra soit d’apprendre à lire à des enfants analphabètes et non scolarisés, une insertion dans le système scolaire est possible à l’issue de cet apprentissage de la lecture. Cette possibilité est conditionnée par l’existence d’une école primaire publique à proximité du lieu de résidence de l’enfant, par l’acceptation en T1 d’enfants plus âgés que la norme, par les moyens financiers des parents pour faire face aux dépenses de la scolarisation et par la satisfaction de la disposition exigeant un acte de naissance.

## Principaux résultats

L’évaluation de cette activité a donc porté sur deux volets : d’une part, une analyse du nombre d’enfants inscrits en Ecole primaire publique (EPP) et, d’autre part, une mesure de la capacité de lecture des enfants qui n’ont pas eu la chance d’être inscrits. Le tableau 8 ci-dessous montre le nombre d’enfants ayant participé à Ambohitsoratra et ceux inscrits en EPP par la suite.

Tableau 8 : Taux d’inscription des apprenants Ambohitsoratra en EPP et en ASAMA

Province	Nombre d'apprenants	Nombre d'apprenants insérés en EPP	Nombre d'apprenants insérés en ASAMA	% d'insertion en EPP	% d'insertion en ASAMA
Fianarantsoa	406	74	30	18,2%	7,4%
Mahajanga	467	84	17	18,0%	3,7%
Toamasina	516	80	21	16,0%	4,1%
Toliara	509	105	30	20,6%	5,9%
<b>TOTAL</b>	<b>1898</b>	<b>343</b>	<b>98</b>	<b>18,2%</b>	<b>5,3%</b>

Les nombres indiqués au tableau 8 portent sur les deux vagues accueillies par l’activité. Il montre que le **taux d’inscription des sortants est de 18,2 % en EPP et de 5,3 % en ASAMA**. Le taux d’inscription en EPP peut paraître faible. En partie, ce faible taux d’inscription s’explique par la difficulté de remplir les conditions telles que l’existence d’une école primaire publique à proximité du lieu de résidence de l’enfant, l’acceptation d’enfants plus âgés que la norme, les moyens financiers des parents pour faire face aux dépenses de la scolarisation et la satisfaction de la disposition exigeant un acte de naissance.

En ce qui concerne la mesure de la capacité de lecture aux enfants, l’évaluation a procédé à un test visant à mesurer les capacités acquises. Quarante huit enfants tirés au sort ont passé le test. Deux niveaux ont été considérés : un niveau de base permettant aux enfants de lire de petites phrases sans consonnes doubles et un niveau avancé permettant aux enfants de lire et de comprendre un texte de plus d’un paragraphe. Le test a consisté à leur faire lire une petite histoire et à leur poser des questions de compréhension.

Le résultat du test montre que **66,7 % des enfants ont réussi le test et 37,5 % au niveau avancé**. Ce résultat est remarquable quand on sait que le programme les a formés pendant un mois seulement pour la première vague ou six semaines pour la deuxième vague.

## **Les facteurs affectant l'effet - AFI-D, Ambohitsoratra, ASAMA**

L'identification des facteurs qui ont pu favoriser la réalisation des effets ou, au contraire, la freiner, a été faite conjointement avec les participants des groupes de travail dans les quatre ateliers provinciaux et les deux ateliers nationaux. Pour plus d'informations sur les détails et le contenu de ces ateliers, consultez les documents de travail des ateliers nationaux (version complète du rapport)

**Facteurs socioculturels :** Dans certains cas, les us et coutumes favorisent la bonne marche des activités. Ainsi, par exemple, les apprenants profitent des journées tabous pour récupérer les séances qui devaient se faire pendant les événements culturels. Mais, plus souvent, le respect des us et coutumes est un facteur affectant négativement les effets d'apprentissage chez les bénéficiaires en imposant des périodes d'arrêt prolongées dans le déroulement des phases, en particulier pour les funérailles, le retournement des morts, les circoncisions. Le respect mutuel exigé par la tradition est un des facteurs motivant les gens à s'entraider dans leurs activités quotidiennes pour pouvoir suivre ensemble les cours. On observe, dans un groupe, qu'il n'y a plus de problèmes de genre, mais plutôt de la collaboration et de l'entraide entre femmes et hommes.

Les visites de courtoisie effectuées par les opérateurs de proximité pendant la pré-alphabétisation sont très importantes pour obtenir l'appui et l'adhésion effective des autorités locales. Les comités AFI-D et les notables du village gèrent les conflits et les problèmes qui surviennent pendant la campagne (appui matériel : pétrole, cahiers, ardoises, etc.). La collaboration entre les autorités locales et la classe AFI-D se manifeste par la motivation des apprenants pour le changement de comportement à tendance positive en termes de civisme et pour d'autres activités socioéconomiques de leurs villages. Dans quelques sites, par contre, des personnalités de l'autorité locale semaient quelquefois des conflits et bloquaient la motivation de certains apprenants en faisant du népotisme pour le choix des alphabétiseurs et en déterminant arbitrairement le site des centres d'alphabétisation.

**Facteurs économiques :** La mauvaise situation économique des familles concernées par les activités d'alphabétisation entrave souvent l'assiduité des apprenants pendant l'apprentissage. Pour l'activité « Ambohitsoratra », il est souvent difficile d'éviter la déperdition d'effectifs des apprenants, car les enfants constituent une main-d'œuvre importante pour les familles en situation difficile.

Les centres d'alphabétisation ne bénéficient pas toujours d'aides alimentaires offertes par le PAM pour les adultes ou par le Projet de Surveillance et Education des Ecoles et des Communautés en matière d'Alimentation et de Nutrition Elargie (SEECALINE) pour les enfants, donc les gens préfèrent chercher de quoi manger au lieu de consacrer beaucoup de temps à l'AFI-D. Ceci se vérifie aussi pendant les périodes de soudure et de récolte : quand les gens travaillent beaucoup, ils ne sont pas disponibles pour l'apprentissage en salle.

Comme facteur positif, on souligne que la suite de l'AFI-D avec la Formation technique et professionnelle de base facilite la création de groupements de paysans pour des activités génératrices de revenus en rapport avec leur formation. Les apprenants ont ensuite l'espoir

d'avoir des micro-crédits avec l'activité « **Financement de noyau dur d'action prioritaire**<sup>6</sup> » du programme. Certains apprenants de beaucoup de sites demandent de l'aide à trouver d'autres partenaires financiers avec qui ils veulent travailler, la raison d'être de l'activité pour le renforcement de la capacité communautaire.

**Facteurs environnementaux:** Les problèmes de sécurité sont mentionnés fréquemment, qu'il s'agisse du parcours des apprenants, surtout les jeunes (15 – 17 ans), pour aller aux centres AFI-D éloignés des villages d'origine ou des déplacements des animateurs pour réaliser leurs activités d'encadrement dans les sites distants. Souvent les sites d'un même lot en AFI-D sont très éloignés les uns des autres.

Il est pratiquement impossible de réaliser des activités pendant la période de pluie, surtout dans les zones enclavées. Les inondations lors des cyclones entravent les déplacements des apprenants pour se rendre dans les centres AFI-D. Par contre, les sites facilement accessibles sont mieux encadrés pédagogiquement par les animateurs et les responsables des firmes.

**Facteurs organisationnels :** Comme facteur positif, on mentionne l'efficacité de la méthode (pédagogie et approche). La collaboration entre les opérateurs de proximité et les Cellules Provinciales de Coordination et d'Exécution (CPCE) est très encourageante pour la réalisation des activités. Les visites des responsables du sous-programme sont vraiment un facteur favorisant la motivation des apprenants en voyant que des personnes autres que les firmes et les animateurs s'intéressent à eux. Les échanges d'expériences entre certains opérateurs de proximité sont aussi fructueux.

L'intervention du Programme au niveau national ou régional pour obtenir des appuis alimentaires auprès du PAM, de la SEECALINE ou de CARE aide beaucoup les organisations. La procédure de paiement est trop lourde et trop longue depuis le niveau national jusqu'au niveau régional, ce qui ne facilite pas du tout la tâche des opérateurs de proximité.

L'enveloppe prévue pour un site AFI-D est jugée insuffisante par rapport à la durée et aux contenus de l'activité. En conséquence, l'étape de pré-Alphabétisation est souvent négligée pour pouvoir assurer l'apprentissage. Les matériels didactiques n'arrivaient pas en même temps, ce qui perturbe un peu le déroulement de la campagne surtout pour le planning de visites d'encadrement des animateurs. Les comités AFI-D de quelques centres ne veulent pas assurer leur fonction d'appui auprès des centres AFI-D sans être rémunérés comme les Alphabétiseurs.

## **6. Résultats de l'évaluation –Maîtrise des métiers de base**

### **A. Formation Technique et Professionnelle de Base (FTPB)**

#### **Description de l'action**

---

<sup>6</sup> La création d'un environnement propice (crédit, formation supplémentaire, aptitude à la gestion) et un appui aux jeunes désireux de s'installer à leur propre compte à travers la mise en place d'un mécanisme / dispositif d'identification d'octroi des appuis et un mécanisme de mise en œuvre et de suivi des actions d'insertion.

**Objectifs** - L'objectif général de la Formation Technique et Professionnelle de Base (FTPB) est d'aboutir à l'acquisition par une majorité de plus en plus large de la population rurale et urbaine défavorisée du savoir-faire minimum lui permettant d'exercer un métier. Les objectifs de développement en sont de permettre à cette majorité d'améliorer sa qualité de vie, ainsi que celle de sa famille et de contribuer de manière significative au développement de l'économie nationale en général et de sa région en particulier. Quant à l'objectif des formations, il est de doter les apprenants des compétences qui leur sont nécessaires pour exercer un nouveau métier ou pour améliorer leurs performances dans leur activité actuelle.

Les compétences acquises ou renforcées en FTPB, aussi minimales soient-elles, constituent une arme dans la lutte contre la pauvreté. Le programme conjoint est novateur car il a complété l'AFI-D par une FTPB et par une possibilité de micro financement. L'intégration de la FTPB était nécessaire car un besoin a émergé de la population elle-même.

**Méthode de choix des métiers** - Les métiers, pour lesquels des formations ont été proposées, ont été déterminés à partir d'une étude d'identification des besoins de formation. A la suite d'une enquête menée dans des sites d'alphabétisation, cette étude a, dans une première phase, abouti à l'identification des besoins de formation des néo-alphabètes issus de ces sites. A partir des besoins ainsi identifiés, l'étude a, dans une deuxième phase, conduit à l'élaboration, pour les communes sélectionnées, de cahiers des charges pour la mise en œuvre des formations.

**Le contenu des formations** - Bien que la formation dispensée se voulait adapter au profil du public cible, c'est-à-dire à celui des néo-alphabètes, le contenu des formations a été conçu de façon à répondre aux exigences universelles minimales inhérentes aux métiers concernés. Toutefois, son adaptation au contexte local s'avère nécessaire. La méthode participative a été privilégiée.

**Durées de la formation** - La durée de formation a été déterminée en fonction du contenu de la formation, du niveau des apprenants et de l'appréciation de la disponibilité des apprenants et des formateurs. Pour les formations agricoles, la durée varie de 8 à 20 jours. Pour les formations techniques, elle est de 45 à 60 jours. Pour les unes comme pour les autres, les formations combinées sont plus longues. La durée de la formation fait l'objet de controverse. Elle serait trop longue par rapport à la disponibilité des apprenants mais trop courte par rapport au contenu. De plus, les formations agricoles seraient trop longues et, les formations purement techniques trop courtes. La gestion du temps imparti aux « connaissances générales » semble déterminante. Quant à la période de formation, elle pose un problème lorsqu'elle coïncide avec les travaux agricoles.

### **Mesure de la Maîtrise professionnelle des métiers (FTPB)**

La maîtrise professionnelle des métiers a été mesurée à l'aide d'instruments dont la conception a nécessité la définition de deux concepts : d'une part, la *compétence minimum requise dans une notion de base liée à un métier* et, d'autre part, le concept de *maîtrise minimale de ce métier*. Une personne est considérée comme possédant la maîtrise minimale d'un métier si elle possède le niveau minimum de compétences tel que défini ci-dessus dans la moitié au moins des notions de base. Ce niveau de maîtrise permettrait à la personne d'exercer le métier avec une productivité raisonnable compte tenu des conditions prévalant dans le pays. Les gestes et connaissances requis ont été définis en collaboration avec des professionnels de chaque métier. A l'issue de l'échantillonnage, 9 métiers ont été retenus.

Tableau 9. FTPB L'objectif des formations et les notions de base évaluées, par métier :

<b>Métier</b>	<b>Objectif des formations</b>	<b>Notions de base évaluées</b>
Riziculture améliorée	Doter les apprenants des compétences nécessaires à la production de riz suivant les normes requises	Traitement des semences, techniques de trempage, pré –germination (non évaluée), semis, repiquage des plants, lutte contre les mauvaises herbes, maîtrise de l'eau
Pisciculture	Doter les apprenants des principes élémentaires de pisciculture	Choix de l'espèce à élever, techniques de planning et de contrôle de la reproduction, transport et stockage des alevins, mise en charge de l'étang, conduite de l'alimentation, maîtrise de l'eau, préparation et conservation, des poissons, commerce du poisson et gestion de l'exploitation
Culture maraîchère	Doter les apprenants des compétences nécessaires à l'amélioration de la production des cultures maraîchères et les informer sur les opportunités et apports nutritionnels des légumes	Choix du terrain, espèces et variétés en fonction des conditions locales et des semences, éclaircissage, repiquage et l'entretien, fabrication de compost, conservation et transformation artisanale des légumes, gestion simplifiée de l'exploitation.
Aviculture	Renforcer et consolider les compétences des apprenants afin qu'ils puissent optimiser l'exploitation de leur élevage de volailles	Aménagement de l'habitat des volailles, alimentation des volailles, couverture sanitaire, hygiène et propreté de l'exploitation.
Charpente et menuiserie de base	Doter les apprenants des compétences requises pour couper, assembler, monter et réparer les charpentes et autres ouvrages en bois, à l'établi ou sur d'autres chantiers de construction.	Travailler d'après des plans, des croquis ou selon les instructions reçues, choisir le bois et autres matériaux à utiliser, tracer sur le bois des points de repère pour en faciliter la coupe et le façonnage, d'après un modèle ou un plan, couper et façonner le bois avec des outils à main ou des outils mécaniques, exécuter les travaux de sciage, mortaisage, rabotage et ponçage, assembler les pièces de bois à l'aide de colle, de vis, de clous et par d'autres procédés, monter et réparer des éléments de bois fini : chevron, plancher, cloison, fenêtre, cadre de porte, escalier, entretenir et aiguiser ses propres outils
Élevage de canards au gavage	Doter les apprenants des techniques nécessaires à l'élevage des canards orienté au gavage afin de produire du foie gras	Construction d'une canardière répondant aux normes d'hygiène, choix des espèces de canard à élever, alimentation, production de foie gras
Techniques de base de coupe et couture	Doter les apprenants des connaissances et compétences requises pour la maîtrise des techniques de base en coupe et couture leur permettant de s'approprier un métier stable selon les normes requises.	Effectuer de petits travaux de couture, prendre les mesures, établir des modèles ou modifier un modèle type conformément aux mesures et aux indications qui lui sont fournies, marquer le tissu et le couper d'après le patron, confectionner des jupes, des shorts, des pantalons, des chemises et des robes, effectuer des transformations et réparations

Élevage de ruminants amélioré	Améliorer les performances des participants dans l'élevage des ruminants et de renforcer les capacités d'intervention des éleveurs.	Connaissance des différents types de ruminants, l'aménagement de l'habitat y compris notions de menuiserie, alimentation, reproduction et l'amélioration de la race, hygiène et santé animales, gestion de l'exploitation.
Broderie	Donner aux participants les connaissances et les compétences requises pour la maîtrise des techniques de base en broderie leur permettant de s'approprier un métier stable selon les normes requises	Exécuter les points de base de la broderie, exécuter les travaux de base de la broderie

### Principaux Résultats de l'enquête

La mission a essayé d'estimer aussi précisément que possible le pourcentage de formés étant parvenus à une maîtrise minimum du métier appris. Plus coûteuse et étant dans une phase moins avancée que l'Alphabétisation fonctionnelle pour le développement (AFI-D), la FTPB a touché un nombre beaucoup moins important de bénéficiaires. L'enquête n'a touché que 6 de ces groupes, interviewant 3 ou 6 personnes dans chacun.

Par ailleurs, il était attendu que trois types de mesure soient utilisés pour les métiers : l'observation de la pratique quotidienne là où le formé utilise ses compétences pour améliorer une activité régulièrement pratiquée, le test pratique pour les métiers techniques où on pouvait observer la réalisation d'un article défini et enfin les questions « théoriques » là où le formé n'a pas ou pas encore eu l'occasion de pratiquer le métier.

Tableau 10 : FTPB Taux de maîtrise du métier selon le métier appris

			Maîtrise métier		Total
			Non	Oui	
<b>Métier</b>	<b>Aviculture</b>	Effectif	2	1	3
		% dans Métier	66,7%	33,3%	100,0%
	<b>Broderie</b>	Effectif	2	1	3
		% dans Métier	66,7%	33,3%	100,0%
	<b>Canards</b>	Effectif	1	2	3
		% dans Métier	33,3%	66,7%	100,0%
	<b>Charpente</b>	Effectif		6	6
		% dans Métier		100,0%	100,0%
	<b>Couture</b>	Effectif		6	6
		% dans Métier		100,0%	100,0%
	<b>Maraîchère</b>	Effectif	3	2	5
		% dans Métier	60,0%	40,0%	100,0%
	<b>Pisciculture</b>	Effectif		3	3
		% dans Métier		100,0%	100,0%
	<b>Riziculture</b>	Effectif	1	5	6
		% dans Métier	16,7%	83,3%	100,0%
	<b>Ruminants</b>	Effectif	1	2	3
		% dans Métier	33,3%	66,7%	100,0%
<b>Total</b>		Effectif	10	28	38
		% dans Métier	26,3%	73,7%	100,0%

Ce tableau montre que globalement parlant **73,7 % des néo-alphabètes formés ont acquis la maîtrise minimale du métier**. En charpente et menuiserie et en techniques de coupe et couture, le taux de maîtrise est de 100%, ce qui est fort remarquable quand on sait que ces personnes étaient totalement analphabètes juste quelques mois avant d’entreprendre la formation et qu’elles sont donc parfaitement capables de lire les croquis, de prendre les mesures nécessaires, de les noter et de les appliquer correctement pour réaliser un produit. D’ailleurs dans les communes concernées, la mission a pu constater que ces acquis sont bien reconnus par la communauté locale.

La riziculture étant source de subsistance pour la très grande majorité des habitants, il est bon de constater que 83,3 % des néo-alphabètes qui ont entrepris une formation dans ce domaine en ont acquis la maîtrise. Les métiers où il y a du souci sont la broderie, l’aviculture et la culture maraîchère où moins de 50 % des apprenants ont acquis la maîtrise recherchée. Pour l’aviculture, le problème se situe au niveau de l’acquisition des intrants nécessaires aux techniques modernes d’alimentation.

Si l’on analyse les différences dans le taux de maîtrise des métiers selon les provinces, on constate qu’il n’y a pratiquement pas de différence discernable, sauf pour Toamasina en raison de l’échec de la culture maraîchère.

Par contre, l’analyse selon le genre révèle un avantage clair pour les femmes par rapport aux hommes : **elles maîtrisent le métier à 87,5 % contre seulement 63,6 %** alors que le même nombre de femmes et d’hommes ont été observés (voir tableau 11 ci-dessous). Il s’agit certainement là d’une contribution à l’effort de promotion féminine qui est une priorité à la fois de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et la politique nationale pour la promotion de la femme.

Tableau 11 : FTPB Maîtrise du métier selon genre

			Maîtrise métier		Total
			Non	Oui	
Sexe	F	Effectif	2	14	16
		% dans Sexe	12,5%	87,5%	100,0%
	H	Effectif	8	14	22
		% dans Sexe	36,4%	63,6%	100,0%
Total		Effectif	10	28	38
		% dans Sexe	26,3%	73,7%	100,0%

Enfin, la mission a considéré la question du suivi des formateurs par les organisations. Ce suivi est un facteur clé s’agissant d’encourager les formateurs et de les aider à résoudre divers problèmes pratiques rencontrés. Le nombre de visites reçues par les formateurs varie de 0 à 2. Effectivement, parmi les apprenants dont les formateurs n’ont reçu aucune visite, seulement 57,1 % ont acquis la maîtrise alors que chez ceux dont les formateurs ont reçu des visites, ce taux est de 88,9 ou 100 % selon le nombre de visites. Cela implique que le programme devra porter une attention particulière au suivi des formations par les organisations.

S’agissant de la mise en œuvre effective des techniques apprises, il s’avère que ce sont les métiers non agricoles qui se prêtent le mieux à ce passage. Dans l’échantillon touché, toutes les six apprenantes en coupe et couture ont réalisé des articles dont plusieurs à la vente ; en broderie et en charpente-menuiserie des articles ont également été produits pour la vente. Le seul frein à une extension de cette pratique provient de la difficulté qu’éprouvent les formés à

se procurer l'équipement nécessaire. En revanche, l'enquête ne montre pas de vraie amorce d'une mise en pratique réelle des techniques dans le secteur agricole ou d'élevage, malgré qu'une grande majorité des formés aient montré une maîtrise appréciable des métiers appris. Ceci confirme le problème que connaissent les techniciens agricoles, à savoir une certaine réticence des paysans à changer leur pratique.

### **Les facteurs affectant l'effet - Dans la FTPB**

**Facteurs socioculturels :** La population aspire à une évolution dans ses conditions de vie. Les apprenants étaient très motivés, assidus et ponctuels, surtout les femmes. En général, il n'y a pas eu de discrimination notoire entre les hommes et les femmes. Les apprenants étaient aussi très intéressés de découvrir des matériels et outils de travail plus performants que ceux qui leur sont familiers.

Une certaine émulation a suscité un effet d'entraînement chez ceux qui, auparavant, étaient hésitants ou réticents. Les apprenants se proposent de transmettre le savoir-faire qu'ils ont acquis à leurs proches. Dans certains cas, le fait que les formés soient des croyants a facilité la transmission des connaissances. Devant s'occuper de son ménage avant de pouvoir suivre la formation, la femme est lésée par rapport à l'homme qui, dans certaines familles, refuse d'aider ces dernières même s'il ne suit pas la formation.

Les changements, au niveau du découpage administratif et/ou des autorités locales, dus aux dernières élections ont perturbé le démarrage de certaines formations. Certaines formations s'étant déroulées en période électorale, pour certains maires, la propagande passait en priorité. Dans de nombreuses régions, les formations ne peuvent être organisées ni les jours de marché, ni les jours de funérailles, ni les jours consacrés aux travaux des champs.

Dans certains cas, le manque de sensibilisation a conduit à la baisse progressive du nombre d'apprenants. Dans les chefs-lieux de province, attirés par le secteur touristique, les jeunes tendent à se détourner des formations techniques.

**Facteurs économiques :** Les perspectives de revenus complémentaires poussent les apprenants à suivre la formation qu'ils reconnaissent comme pouvant apporter une solution à la pauvreté. Les intéressés sacrifient une partie importante de leurs activités pour suivre les formations. Dans certains cas, ils font des investissements financiers, exemple : location de maison.

Lors des formations, la faim et la fatigue entraînent une défaillance de concentration chez les apprenants. Dans certains cas, l'insuffisance alimentaire occasionnée par la période de soudure ou les opportunités de revenus plus conséquents lors des récoltes entraînent une diminution de l'intérêt pour la formation.

Les apprenants sont quelquefois tentés par une compensation monétaire beaucoup plus conséquente proposée par les autres programmes.

**Facteurs environnementaux :** L'enclavement de certains sites favorise une importante demande en formation. Pour les sites enclavés, le transport du matériel et des formateurs est difficile, donc coûteux. Concernant les apprenants, l'aide financière ne pouvant couvrir les frais de transport, nombreux sont ceux qui ne rejoignent pas les sites de formation. Dans certains cas, la destruction des locaux qui abritaient les formations par le cyclone a entraîné la

suspension des formations. La non maîtrise de l'eau (pluies excessives, cyclone) entraîne des difficultés dans la réalisation de la partie pratique des formations agricoles et les pluies raccourcissent le temps pouvant être consacré à la formation.

**Facteurs organisationnels :** Le mécanisme de suivi mis en place est opérationnel. En général, les firmes AFI-D collaboraient avec les organisations FTPB.

Les formateurs ont fait preuve de capacité d'adaptation, exemple : culture de riz sur tanety qui correspondait mieux aux réalités géographiques locales en remplacement de riziculture irriguée. Certains formateurs ont pris la responsabilité de sensibiliser eux-mêmes les apprenants lorsque ceux-ci manquaient les formations.

La pauvreté de la population cible est telle que l'aide financière offerte par le Programme est indispensable pour que l'apprenant puisse être totalement disponible pendant la formation. Il est souvent nécessaire d'apporter un complément de cours de calcul avant d'aborder la partie FTP de la formation. Des retards dans le déblocage des ressources financières entraînent une désorganisation au niveau de la formation et à des abandons par les apprenants.

## **B. Formation des jeunes déscolarisés en milieu urbain (DESCOL)**

### **Description de l'action**

**Les objectifs :** Selon le Plan d'action 2003 du Programme de coopération 2001-2003 Madagascar – UNICEF, les objectifs de la formation des jeunes déscolarisés ou en voie de l'être sont de (i) développer des activités de formation à l'intention de 320 jeunes déscolarisés, filles et garçons dans 17 Fokontany d'Antananarivo, (ii) de développer des activités pour l'insertion socioprofessionnelle de 40% des jeunes formés. Le but ultime est donc d'aider ces jeunes à développer des compétences professionnelles dans un métier donné qui leur permettent soit de s'installer à titre d'entrepreneurs individuels, soit de trouver un emploi dans le même secteur d'activité.

**Méthode de choix des métiers :** Les formations ont été choisies en fonction des spécialités des artisans disposés et disponibles dans le quartier mais aussi en fonction des débouchés ou du marché potentiel pour les formés ou pour les produits. La stratégie suivie était, en effet, de s'appuyer sur les artisans actifs dans le quartier de résidence des jeunes et de les mettre à contribution.

**Nombre de bénéficiaires :** La première vague a abouti à la formation de 51 jeunes dans 6 quartiers et la deuxième vague à celle de 141 jeunes dans 11 quartiers. La troisième vague est en cours d'achèvement et touche 258 jeunes.

**Nombre de thèmes couverts :** Les formations ont couvert 14 thèmes à savoir : la mécanique auto, la menuiserie, la coiffure, la coupe/couture, la broderie, la bijouterie, la pâtisserie, le crochet, la vannerie, l'électronique, la maçonnerie, la cordonnerie, la sérigraphie, la mécanographie, l'ouvrage métallique et abat-jour.

**Durée de la formation :** La formation a duré 7 mois dont 3 mois de « tronc commun » comprenant une remise à niveau scolaire et une formation en compétences utiles à la vie et 4 mois d'apprentissage auprès d'un artisan.

### Mesure de la Maîtrise professionnelle des métiers

Certains apprenants ont réussi leur insertion professionnelle. L'évaluation de l'activité a donc relevé la promotion d'apprentis qui ont réussi à s'installer ou à trouver un emploi rémunéré. En effet, selon notre hypothèse, ce seul fait sera une preuve suffisante d'un bon niveau de compétence.

Tableau 12 : DESCOL l'objectif des formations et les notions de base évaluées

Métier	Objectif des formations	Notions de base évaluées
Coupe et couture	Doter les apprenants des connaissances et compétences requises pour la maîtrise des techniques de base en coupe et couture leur permettant de s'approprier un métier stable selon les normes requises	Prendre les mesures, établir des modèles ou modifier un modèle type conformément aux mesures et aux indications qui lui sont fournies, marquer le tissu et le couper d'après le patron, confectionner des jupes, des shorts, des pantalons, des chemises et des robes, effectuer des transformations et réparations.
Ouvrage métallique	Doter les apprentis de certaines compétences techniques pour être un aide-usinier	Sciage, perçage, assemblage, pliage, soudure
Pâtisserie	Doter les apprentis des compétences techniques pour être aide-pâtissier	Préparation, cuisson, décoration.

### Principaux Résultats de l'enquête dans les quartiers défavorisés d'Antananarivo

Pour ceux des apprentis qui n'ont pas réussi une telle insertion professionnelle, l'évaluation de la pratique du métier a cherché à juger de la maîtrise des compétences professionnelles. Pour ce faire, les mêmes concepts de « compétence minimum requise dans une notion de base liée à un métier » et de « maîtrise minimale du métier » ont été utilisés.

Trois métiers ont été touchés par l'enquête : techniques de coupe et couture (deux jeunes hommes), ouvrage métallique (un jeune homme) et pâtisserie (trois jeunes femmes). Étant donné la nature de ces métiers, l'enquête a consisté à la réalisation de produits spécifiés : un short, un ramasse poussière en métal et un cake.

Le tableau 13 résume le résultat obtenu : à l'exception d'une seule, tous les jeunes formés ont réussi leur produit, soit un **taux de maîtrise du métier de 83,3 %**.

Tableau 13 : DÉSCOL Maîtrise du métier selon métier appris

			Maîtrise métier		Total
			Non	Oui	
Métier	Couture	Effectif		2	2
		% dans Métier		100,0%	100,0%
	Ouvrage métallique	Effectif		1	1
		% dans Métier		100,0%	100,0%
	Pâtisserie	Effectif	1	2	3
		% dans Métier	33,3%	66,7%	100,0%
Total		Effectif	1	5	6
		% dans Métier	16,7%	83,3%	100,0%

Le pourcentage de participants DÉSCOL ayant réussi à s'installer à leur propre compte ou à trouver un emploi rémunéré dans leur domaine constitue un indicateur complémentaire pour l'évaluation des acquis.

Concernant le niveau d'insertion professionnelle des formés suivant les quartiers, pour l'ensemble des 2 vagues de formation, le taux d'insertion varie de 23% à 82% selon le quartier, soit une moyenne de **45% des formés insérés**. Ces jeunes peuvent donc être considérés comme ayant acquis les compétences relatives au métier qu'ils ont choisi.

Tableau 14 : DESCOL Insertion des formés selon les métiers choisis

Liste des métiers	Total des formés	En % au nombre des formés	Insérés				
			Total	En % des formés	Auto-emploi	Salariés	N.D
Sérigraphie	5	3%		0,0%			5
Coiffure	28	15%	13	46,4%	3	5	5
Pâtisserie	27	14%	12	44,4%	4	4	4
Ouvrage Métallique	4	2%	2	50,0%		1	1
Menuiserie	19	10%	14	73,7%	3	11	
Broderie	24	13%	12	50,0%	3	3	6
Mécanique Auto	26	14%	12	46,2%		9	3
Électronique	1	1%	1	100,0%		1	
Coupe et Couture	38	20%	14	36,8%	6	4	4
Crochet	4	2%	1	25,0%	1		
Vannerie	11	6%	3	27,3%	1		2
Mécanographie	3	2%	1	33,3%		1	
Bijouterie	2	1%	2	100,0%		2	
Abat-jour							
<b>Total [ 14 ]</b>	<b>192</b>	<b>100%</b>	<b>87</b>	<b>45,3%</b>	<b>21</b>	<b>41</b>	<b>25</b>
Insérés en %					<b>24%</b>	<b>47%</b>	<b>29%</b>

Le taux d'insertion est le plus élevé pour la bijouterie, l'électronique et la menuiserie. Il est moindre pour le crochet et la vannerie. Ceci peut s'expliquer par le fait que les débouchés sont plus nombreux pour les métiers cités en premier, du fait notamment de la croissance des secteurs du bâtiment et de l'ameublement.

Parmi les insérés, étant donné que les informations concernant 29 % des insérés ne sont pas disponibles, on peut affirmer que, *au moins* 24 % des insérés se sont installés à leur propre compte. Ce qui, sur deux plans, représente une performance particulièrement remarquable.

D'une part, il indique que la formation a permis à cette proportion de formés d'avoir assez d'assurance, donc de compétences, pour se mettre à leur propre compte. D'autre part, si on considère qu'une personne qui choisit l'auto-emploi représente autant de perspective supplémentaire de création d'emploi, l'insertion de formés dans le cadre de cette activité permettra donc l'insertion future d'autres jeunes.

## **7. Résultats des activités d'animation et de sensibilisation**

(Informations communiquées par les bureaux concernés/points focaux)

### **Animations d'éveil dans le Développement Intégral du jeune enfant (DIJE)**

***Au niveau des enfants*** : lors des missions de suivi, les effets déclarés par les parents sur leurs enfants sont les suivants :

- Les enfants sont plus éveillés et plus socialisés qu'auparavant : connaissent les règles de politesse, s'adressent aux gens plus aisément, créent leurs propres jouets, récitent et chantent ce que les animateurs leur ont appris;
- A Ankadivory, trois enfants sont rentrés dans le primaire sans difficulté à la rentrée scolaire : sans pleurs, motivés et dynamiques.

***Au niveau des parents*** : lors des interrogations ou « focus group » des parents, les résultats positifs de l'éducation parentale en matière de DIJE (les différents volets et surtout les droits de l'enfant) sont les suivants :

- Les parents comprennent l'utilité du DIJE;
- Ils commencent à s'occuper de plus en plus des enfants : parlent et jouent avec eux, ne les battent pas trop souvent;
- Les parents sont plus conscients de leurs responsabilités.

***Au niveau de la communauté*** : la mobilisation sociale basée sur l'approche communautaire a eu comme résultats :

- Le développement de l'esprit d'entraide et de collaboration (aménagement des espaces d'éveil, construction de latrines);
- La valorisation des ressources locales (matériaux de construction...);
- Le DIJE a pu créer un pôle de développement de la communauté (réhabilitation de la piste venant au village, création de groupements aux fins de recherche d'activités génératrices de revenus...).

### **Formation de groupements de femmes en Nutrition à assise communautaire (NAC)**

- Le Programme de Nutrition à Assise Communautaire (NAC) a contribué à réduire efficacement le taux de malnutrition des enfants de moins de 5 ans dans les zones d'implantation malgré le contexte socio-économique difficile qui prévaut pour la grande majorité de la population malgache.
- La majorité des mères ont changé positivement leur comportement sanitaire et nutritionnel ainsi que les soins à domicile. La communauté a pris conscience de plus en plus de l'importance de l'hygiène, de l'approvisionnement en eau potable et de l'éducation des femmes.
- Par ailleurs, la mobilisation communautaire et la participation féminine sont pour beaucoup dans la réussite du programme : c'est le cas des sites où il n'y a pas d'autres

intervenants que la NAC et où le taux de malnutrition a diminué. En outre, le système de volontariat a facilité l'intégration de la communauté et des agents techniques dans le projet. Leur participation dans la surveillance et promotion de la croissance a été, par exemple, un atout dans l'appui au suivi, à l'évaluation de l'impact du projet et un important outil pour le plaidoyer.

### **Sensibilisation des jeunes non scolarisés et des groupes à risque au sujet des IST/SIDA**

- Les animateurs et éducateurs précédemment formés réalisent des animations au niveau des quartiers et des structures d'intervention de la DIRJS sur les thèmes du SIDA.
- Les structures de loisirs de la DIRJS servent de point d'entrée pour une large mobilisation sur le thème du VIH/SIDA.

### **Animation des communautés à l'Éducation à la vie familiale (EVF)**

***Au niveau des animateurs*** : ils ont affirmé que le changement de comportement a commencé à leur niveau : exemples :

- Ils ont amélioré leur hygiène corporelle, leur cadre de vie, leur caractère en matière de relations humaines et sociales, leurs capacités techniques en IEC;
- Ils sont devenus des personnes ressources au niveau de la communauté pour toute action de sensibilisation et d'animation; de par leur fonction d'animateurs regroupés en association, certains ont pu accéder aux postes de responsabilité et de décision : en effet, deux animateurs ont été élus députés de leurs régions.

***Au niveau des bénéficiaires directs*** : la communauté (hommes, femmes, jeunes) :

- Ils ont amélioré leurs conditions de vie (exemple : gestion du budget familial : « Du point de vue de la gestion, nous avons appris à ne pas dépenser inutilement, à mieux gérer notre budget en classant l'argent selon les rubriques dans différentes enveloppes »).
- Ils ont appliqué la planification familiale : « Nous avons suivi les conseils dispensés par les animatrices, lesquels nous ont permis d'espacer la grossesse »;
- Ils ont mieux compris les droits des femmes : « Nous avons été informés des droits des femmes, nous ayant permis d'avoir recours à la justice pour certains cas : femmes battues par leurs maris... »;
- Ils ont apporté de meilleurs soins aux enfants (vaccination, nutrition : « Actuellement, les hommes amènent les enfants se faire vacciner dans les centres de santé, ce qui n'était pas le cas auparavant »);
- Ils sont devenus des « modèles » pour le voisinage

### **Facteurs affectant les faits dans les sites DIJE, NAC et EVF et la sensibilisation IST/SIDA**

***Facteurs socioculturels*** :

- Les parents ne sont pas encore sensibilisés sur l'activité de DIJE.
- Les jeunes ne sont pas encore convaincus du danger effectif du VIH/SIDA et ils ne veulent pas consulter le centre de dépistage existant
- Les femmes sont beaucoup plus intéressées aux séances d'animation EVF que les hommes (Ceux-ci, par exemple, n'acceptent pas l'utilisation des préservatifs).
- Les bénéficiaires acceptent l'intégration dans la modernité quand ils sont convaincus par le bienfait des activités en EVF.

- Facteurs de freinage : relation Homme et Femme (il est encore difficile de convaincre sur l'idée d'égalité de sexe sur le plan social).

***Facteurs économiques :***

- NAC : amélioration nutritionnelle des enfants concernés, mais parfois les aides alimentaires pour les enfants deviennent une source de subsistance pour toute la famille.

***Facteurs environnementaux :***

- Pour EVF, quand il n'y a pas de locaux, les sensibilisations se font en plein air dans les quartiers.

***Facteurs organisationnels :***

- Le DIJE n'existe pas encore à Mahajanga.
- Partenariat développé auprès de SEECALINE, CRS pour les activités d'EVF.
- En EVF, insuffisance de matériels didactiques (audio-visuels) et problème de dialecte pour le contenu de certaines affiches et certains dépliants.

## **8. Recommandations dans l'exécution des produits**

***Appliquer à fond l'approche « package : »*** L'aspect le plus novateur des approches et méthodes prévues dans le Programme conjoint consiste dans le « package » offert aux populations des Fokontany. Ainsi, ces populations peuvent, successivement : avec l'AFI-D, accéder à la lecture, à l'écriture, au calcul, à la gestion simplifiée et à divers thèmes de sensibilisation les concernant dans leur vie quotidienne; puis, avec la FTPB, acquérir les rudiments d'un métier ou de pratiques agricoles améliorées; ensuite, développer des activités génératrices de revenus, avec parfois l'accès à un micro-crédit ou la constitution d'une association ou coopérative; et, enfin, apprendre à gérer eux-mêmes leur « village éducatif ». Cette séquence n'est pas encore totalement implantée dans les sites, parce qu'il y faut du temps, en particulier pour les deux derniers types d'activités.

Il est recommandé de :

- Accélérer la mise en place des activités « Financement d'un noyau dur d'actions prioritaires » et « Renforcement de la capacité de gestion des communautés locales dans l'EPT ».
- Dans toute la mesure des moyens disponibles, élargir « l'entonnoir », c'est-à-dire donner à une plus grande proportion de néo-alphabètes sortant de l'AFI-D la possibilité d'accéder à la FTPB et à une plus grande proportion de personnes formées dans la FTPB la possibilité d'accéder à des micro-crédits et de s'organiser en associations villageoises pour améliorer leurs capacités de production et de commercialisation, ainsi que de prendre en charge leur « village éducatif ».

***Renforcer la phase préparatoire de l'implantation des sites AFI-D et FTPB :*** D'après les informations recueillies par la mission, il semble bien que, dans un nombre, probablement très restreint de cas, le choix des sites d'implantation de l'AFI-D n'a pas été tout à fait adéquat. De même, dans des cas apparemment très rares, le choix des métiers pour la FTPB n'était pas adapté aux conditions locales.

Il est donc recommandé de :

- Améliorer la collecte des données quantitatives et qualitatives dans la préparation des monographies et dans les activités de pré-Alphabétisation confiées aux opérateurs de

proximité, en vue de mieux identifier les besoins éducatifs des populations des divers groupes d'âge et de mieux tenir compte des spécificités locales.

- Renforcer la concertation entre les CPP, les CPCE, les opérateurs de proximité et les autorités locales en vue de se donner les meilleures garanties possibles dans le choix des sites d'implantation, dans l'identification des formations pour la FTPB et même pour des adaptations éventuelles des activités offertes à certaines populations.

***Mieux harmoniser le calendrier des activités :*** Le bon déroulement des phases de l'AFI-D et des formations FTPB est parfois perturbé par la non-assiduité des apprenants, qui s'absentent, soit pour participer à des célébrations culturelles, soit pour travailler pour des périodes déterminées dans le cadre de programmes qui peuvent offrir des avantages plus attractifs. La mission a recueilli beaucoup de témoignages sur la façon pragmatique dont les CPCE, les opérateurs de proximité et les comités d'alphabétisation ajustent le calendrier et les horaires des activités du Programme en fonction de ces contraintes.

De façon générale, cependant, il est recommandé de :

- Tenir compte encore davantage des saisons d'activités productives et des périodes de célébrations culturelles des diverses populations.
- Se concerter, en vue d'une harmonisation des calendriers, avec les autres programmes intervenant dans les mêmes zones.

## **9. Enseignements tirés**

***Principaux enseignements tirés de la réalisation des effets :*** L'établissement et la consolidation d'un partenariat ferme entre le Programme et les organisations - opérateurs de proximité est un trait caractéristique de sa mise en œuvre. Ce sont des ONG ou des associations impliquées dans le développement national, régional ou local. De par leurs activités et leurs expériences, elles ont un accès privilégié aux bénéficiaires directs au niveau local. L'utilisation de cette opportunité a permis au Programme d'atteindre plus vite ses objectifs. En retour, l'implication de ces associations dans les activités du Programme leur a donné l'occasion de développer leurs potentialités et d'accroître leur expérience professionnelle sans oublier l'appui financier que cette activité a constitué. Il s'agit, au-delà des objectifs mêmes du Programme, d'un développement des ressources humaines de nature à faciliter la mise en œuvre des projets de développement.

La capacité qu'a démontrée le Programme à utiliser et même capitaliser les résultats de la recherche nationale s'illustre dans l'ASAMA. Un mémoire d'étudiantes a proposé une méthode, qui a été expérimentée en 2002-2003. Une fois son potentiel démontré, cette méthode a été étendue à sept classes au niveau de quatre Provinces en 2003-2004. Cette formule, entièrement issue du terrain national, est en passe de constituer une référence pédagogique qui suscite un grand intérêt au niveau national. Dans beaucoup de pays, il y a généralement un hiatus très grand entre le résultat de la recherche, d'une part, et la pratique du développement, d'autre part.

Le programme DÉSCOL, pour sa part, a comme spécificité de baser son action sur les artisans en place dans les quartiers pauvres de la capitale pour la formation de jeunes déscolarisés et l'appui à leur insertion dans la vie sociale et économique. Ils prennent en charge quelques jeunes qu'ils initient à leur métier et s'engagent à leur faire maîtriser en quelque quatre mois. Cette procédure a également eu pour effet de sortir de l'ombre des métiers normalement peu considérés et de rehausser la réputation des artisans.

Enfin, la structure de pilotage et d'exécution du Programme mérite une mention particulière dans la mesure où les organismes partenaires — agences des Nations Unies, départements ministériels, comités provinciaux de pilotage, etc. — sont associés aux prises de décision. Il s'agit d'un style peu usuel qui favorise la coopération et la prise en compte élargie des contraintes applicables à plusieurs secteurs de la vie nationale. Ainsi les orientations stratégiques et la mise en œuvre y gagnent en validité et cohésion.

**Exemples de bonnes pratiques observées :** « *Nous nous associons et nous voulons progresser* » Un groupe de jeunes des environs de la commune d'Alakamisy Ambohimaha a manifesté leur volonté de sortir de la pauvreté par l'éducation. Se situant dans une tranche d'âge de 17 à 25 ans, ces jeunes étaient tous analphabètes et se sont inscrits en AFI-D. Ensuite, ayant rempli les critères y afférents, ils ont bénéficié des formations techniques et professionnelles de base organisées dans le cadre du Programme. Six d'entre eux ont constitué l'échantillon sur lequel le test d'évaluation a été passé. Ils ont montré une maîtrise du métier (charpente et menuiserie) avec un taux de 100%. Après la formation, ils ont constitué une association « *Izahay mivondrona te handroso (ITH)* » et ont déjà reçu le récépissé officialisant leur association. Ces jeunes se sont donc convenus de vendre une partie de leur récolte de riz pour pouvoir acquérir du matériel leur permettant d'exercer le métier qu'ils viennent d'apprendre. La mairie de leur commune est fière d'eux et se déclare prête à leur apporter son soutien.

Observation de la mission d'évaluation, lors de la rencontre avec d'anciens apprenants de plusieurs sites AFI-D et FTPB réunis au Fokontany d'Ambohimananarivo dans la commune de Foulpointe: Une animatrice NAC expose le projet de l'association paysanne dénommée « *FTMS* » qu'elle a créé avec des gens de cette zone rurale pour lutter contre la malnutrition, notamment en développant un réseau d'irrigation pour le maraîchage. Onze des membres de cette association sont présents. Le dossier de création a obtenu le récépissé de l'ancien maire. Cette animatrice NAC continue, par ailleurs, les activités NAC dans un ancien dispensaire de la zone. Elle a le matériel produit par l'UNICEF pour les centres NAC. Elle a reçu une formation en art culinaire et en nutrition et pesage des bébés et considère que les mamans qui viennent à son centre ont beaucoup amélioré la nutrition des petits.

Cet exemple de lien entre les sites AFI-D d'où sont sortis les néo-alphabètes représentés dans cette association et l'animation des sites NAC illustre, une fois de plus, la synergie observée fréquemment sur le terrain entre ces deux types d'activité.